



© WFP/ Evelyn Fey

## Assurer un financement durable des repas scolaires en Afrique de l'Ouest : Un effort de collaboration entre les Institutions Financières Internationales et les systèmes de financement innovants et durables



Mai 2024



# TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	4
Messages clés et principaux résultats.....	5
Résumé Exécutif.....	6
Introduction.....	7
Rôle des Institutions Financières Internationales (IFI).....	10
Outils de financement des IFI et autres mécanismes de financement.....	13
Exemples de projets financés par des IFI dans la région de la CEDEAO.....	15
Le pouvoir des marchés.....	17
Exemples de projets de financement durable et innovatif.....	19
Implications politiques du financement durable des programmes ASPL.....	24
Recommandations pour les décideurs politiques, les gouvernements et les autres parties prenantes.....	26
Conclusion.....	28
Bibliographie.....	29

## REMERCIEMENTS

Ce document a été préparé par le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM), la CEDEAO et la Coalition pour l'Alimentation Scolaire en vue de la Conférence de la CEDEAO sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL) qui se tiendra à Dakar, au Sénégal, du 21 au 23 mai 2024.

Nous remercions sincèrement toutes les personnes qui nous ont guidés et ont contribué à la rédaction de ce document : Kevin Watkins, Amy Bellinger, Katherine Kullman et Helene Gourichon, Sustainable Financing Initiative (SFI) ; Antoine Chaussinand, Flavia Brunetti, Levke Groher, Therese Diakite, Arnold Kawuba, Valeriane Ndena,

Jennifer Jacoby, Agnès Ndiaye Faye et Thomas Conan, Programme Alimentaire Mondial (PAM); Jawara Gaye, Emeka Macanthy Okoye, Banque Islamique de Développement (BisD) ; Moustapha Lo, Fatima Barry, Eva Marie Chloé Brocard et Farahat Farouk Bello, Banque mondiale (BM) ; Elizabeth Owiti, Tisungeni Zimpita, Babatunde Omilola, Banque Africaine de Développement (BAD) ; Greta Claessens pour la conception graphique de la publication.

Ce document a été rédigé par Edward Lloyd-Evans, Programme Alimentaire Mondial (PAM).

# MESSAGES CLÉS ET PRINCIPALES CONCLUSIONS

## MESSAGES CLÉS

- Les Institutions Financières Internationales (IFI) jouent un rôle important dans l'expansion des initiatives d'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL) dans la région de la CEDEAO par le biais d'un soutien financier stratégique, d'une expertise technique et d'un plaidoyer.
- Les approches de financement durable adaptées dans la CEDEAO pour les interventions d'ASPL doivent intégrer l'éducation, l'agriculture, la santé et la nutrition, en s'alignant étroitement sur les engagements et les objectifs de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire au niveau de la région.
- Les forums régionaux, tels que la communauté de pratique régionale de la CEDEAO dirigée par le Centre Régional d'Excellence contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM) et les plateformes numériques correspondantes, constituent un canal essentiel pour l'interaction et la collaboration continues entre les parties prenantes, en complément des conférences traditionnelles.
- La planification et le suivi fondés sur des données probantes sont essentiels à l'amélioration et à l'adaptation continues des projets d'ASPL dans l'ensemble de la Communauté de pratique régionale de la CEDEAO.
- Les gouvernements de la région de la CEDEAO peuvent améliorer l'accès à l'éducation, la qualité de l'enseignement et le bien-être nutritionnel par le biais d'une coopération stratégique avec les IFI et d'autres parties prenantes.
- Les marchés publics dans le domaine du secteur de l'agriculture et de la sylviculture sont un outil puissant pour générer des changements transformateurs, favoriser la durabilité, l'équité et la croissance économique et entraîner des transformations substantielles dans les systèmes alimentaires.

## PRINCIPALES CONCLUSIONS

- Les Institutions Financières Internationales (IFI) telles que la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Islamique de Développement (BIsD), la Banque Mondiale (BM), le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Fonds Monétaire International (FMI) financent les programmes de repas scolaires et ont le potentiel de soutenir davantage les initiatives d'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL) dans la région de la CEDEAO, étant donné les avantages stratégiques multisectoriels de l'ASPL. Ces institutions favorisent le développement

du capital humain, la résilience, la sécurité alimentaire et l'investissement social. En outre, la Banque Mondiale et le FMI soutiennent des programmes visant à améliorer la gestion des finances publiques afin d'accroître l'efficacité des dépenses publiques, ce qui peut également profiter aux initiatives d'alimentation scolaire à domicile.

- Les stratégies de financement alternatives, telles que le financement axé sur les résultats et les approches intégrées du développement de l'infrastructure rurale, contribuent à la réussite et à la durabilité des projets d'ASPL.
- Les initiatives réussies de la CEDEAO financées par les IFI, notamment au Burkina Faso, au Togo, au Bénin et au Sénégal, utilisent des techniques spécialisées pour répondre à des problèmes et des objectifs spécifiques, ce qui a permis d'améliorer la santé des élèves, les résultats scolaires et la résilience des communautés.
- Les politiques en matière de marchés publics ont la capacité d'influencer de manière significative les systèmes alimentaires. Selon la manière dont elles sont conçues et mises en œuvre, ces politiques peuvent soit perpétuer des pratiques injustes, soit entraîner des transformations positives à long terme. Par exemple, à Milan, aux États-Unis, au Brésil et dans certaines régions d'Afrique, les marchés publics ont été utilisés pour soutenir les agriculteurs locaux, promouvoir la durabilité et garantir des pratiques équitables. Ces exemples démontrent que des politiques d'approvisionnement bien conçues peuvent conduire à des systèmes alimentaires plus équitables et plus résistants, tandis que des politiques mal conçues peuvent renforcer les inégalités et les inefficacités existantes.
- Des projets de financement innovants tels que la stratégie de passation de marchés du Brésil, l'utilisation par la Bolivie de l'impôt direct sur les hydrocarbures, l'affectation de la TVA au Guatemala, la conversion dette - nature en Équateur et l'initiative d'obligations au titre des objectifs de développement durable (ODD) du Mexique démontrent l'efficacité du financement durable pour soutenir les économies locales, améliorer les résultats en matière d'éducation et encourager une croissance inclusive.
- Les implications politiques soulignent la nécessité d'un financement à long terme pour les initiatives d'ASPL, en plaidant pour des méthodes holistiques qui intègrent l'éducation, l'agriculture, la santé, la nutrition, la protection sociale, le développement économique et la durabilité environnementale pour promouvoir un accès équitable et l'efficacité.

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL) peut offrir des retours sur investissement significatifs, en particulier dans les régions à forte diversité agricole disposant de terres arables. En tant qu'intervention sensible au contexte, le financement de l'alimentation scolaire produite localement exige également des approches adaptées. La reconnaissance du caractère unique de chaque contexte est cruciale pour un financement et une mise en œuvre efficaces. L'engagement des États membres de la CEDEAO à l'égard de l'ASPL et leur adoption d'aliments nutritifs locaux et de pratiques agricoles autosuffisantes sont tout à fait louables. Ces engagements témoignent d'une volonté d'adopter des approches holistiques de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Dans la région de la CEDEAO, les initiatives d'ASPL sont essentielles pour garantir l'accès des enfants à des repas nutritifs, à une éducation de qualité et à un bien-être général. Les Institutions Financières Internationales (IFI) jouent un rôle crucial dans l'élargissement de la portée de ces programmes, en fournissant un soutien financier, une expertise technique et un plaidoyer. Le financement durable d'ASPL nécessite des approches adaptées pour intégrer l'éducation, l'agriculture, la santé et la nutrition, en s'alignant sur les engagements et les objectifs régionaux.

Les initiatives réussies soutenues par les IFI dans des pays comme le Burkina Faso, le Togo, le Bénin et le Sénégal ont permis d'améliorer la santé des élèves, les résultats scolaires et la résilience des communautés. En outre, des stratégies de financement alternatives, telles que le financement axé sur les résultats et le développement intégré des infrastructures rurales, renforcent la réussite et la viabilité des projets d'ASPL. Le rôle des IFI va au-delà du soutien financier et comprend la promotion d'environnements politiques propices aux interventions durables d'ASPL et à la mise en œuvre efficace des programmes.

Les politiques de marchés publics exercent une influence considérable et peuvent soit perpétuer des pratiques injustes, soit entraîner des changements transformateurs dans les systèmes alimentaires. Des projets de financement innovants, tels que la stratégie

d'approvisionnement du Brésil et l'initiative mexicaine d'obligations ODD, montrent l'efficacité du financement durable pour soutenir les économies locales et les résultats éducatifs.

Pour améliorer les mécanismes de financement de l'ASPL, les décideurs politiques devraient élaborer des cadres politiques intégrés qui s'alignent sur les priorités de développement national plus larges. La collaboration entre les différentes parties prenantes, la planification et le suivi fondés sur des données probantes sont essentiels à la réussite des programmes. En outre, la hiérarchisation des allocations budgétaires et l'exploration de mécanismes de financement novateurs peuvent garantir un financement durable. Un calcul détaillé des coûts pour la durée du programme est également essentiel, car il fournit une feuille de route financière claire et contribue à garantir un investissement à long terme. En outre, le rôle de la budgétisation intersectorielle devrait être souligné afin de mobiliser des ressources dans différents secteurs, favorisant ainsi une approche plus globale et plus efficace du financement.

Les initiatives de développement des capacités et la promotion des stratégies d'approvisionnement local sont essentielles pour renforcer la mise en œuvre du programme et le développement du marché. Les efforts de plaidoyer politique, soutenus par les dirigeants de la CEDEAO, peuvent obtenir le soutien du public pour un investissement soutenu dans les initiatives d'ASPL tout en promouvant un environnement politique propice à ces initiatives.

Les interventions d'ASPL dans la région de la CEDEAO présentent un potentiel significatif pour aborder plusieurs ODD et fournir des résultats tangibles favorables aux enfants et aux communautés locales. En mettant en œuvre les recommandations et en tirant parti des plateformes numériques pour un engagement continu, les parties prenantes de la CEDEAO peuvent catalyser un changement transformateur dans le financement de l'ASPL, améliorer l'efficacité des programmes et construire des systèmes alimentaires plus forts et plus résilients qui favorisent le développement holistique des enfants et des communautés à travers la région.

# INTRODUCTION

Investir dans la santé et le bien-être des écoliers dépasse le simple altruisme ; il s'agit d'un investissement stratégique dans l'avenir des nations.<sup>1</sup> Au cœur de cet investissement se trouve le concept des programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL), des initiatives essentielles qui associent la nutrition, l'éducation et le développement économique afin de développer le potentiel de la prochaine génération. Les programmes d'ASPL consistent à fournir des repas aux écoliers en utilisant des produits alimentaires bruts et des ingrédients d'origine locale, ce qui permet de soutenir les petits exploitants, de stimuler les économies et de garantir que les enfants reçoivent les nutriments essentiels à leur croissance et à leur développement.

## L'AUTONOMISATION PAR LA NUTRITION ET L'ÉDUCATION

Les repas scolaires ne sont pas seulement une question de subsistance, mais aussi d'autonomisation. Il est prouvé que des écoliers en bonne santé et bien nourris non seulement obtiennent de meilleurs résultats scolaires, mais développent également des compétences cruciales telles que la concentration, la résolution de problèmes et l'interaction sociale, jetant ainsi les bases de leur productivité future.<sup>2</sup> Le rapport montre que le capital humain représente environ 70 % de la richesse dans les pays à revenu élevé et seulement 40 % dans les pays à faible revenu, ce qui souligne la nécessité d'envisager des investissements à multiples facettes qui maximisent non seulement les résultats en matière de santé et d'éducation, mais aussi la productivité et la croissance économique à long terme.<sup>3</sup>

## APPROCHE HOLISTIQUE DU BIEN-ÊTRE

En outre, les programmes de repas scolaires, associés à des interventions telles que le déparasitage, la supplémentation en fer et en acide folique et le dépistage des troubles de la vue, offrent une approche holistique de soutien au bien-être des enfants et aux résultats scolaires. En répondant aux besoins nutritionnels et sanitaires des élèves, ces programmes contribuent de manière significative à améliorer l'accès à l'éducation et les résultats scolaires, en particulier pour les élèves vulnérables et les filles.

## INCITATIONS À L'ASSIDUITÉ

En outre, des repas scolaires adéquats sur le plan nutritionnel incitent fortement les familles à envoyer leurs enfants à l'école régulièrement, ce qui favorise l'assiduité et la participation dans les activités d'apprentissage. Reconnus comme très efficaces par les agences multilatérales et les gouvernements, les repas scolaires ont prouvé qu'ils améliorent l'accès à l'éducation et les résultats scolaires, en particulier pour les élèves vulnérables et les filles.

## DÉFIS ET URGENCE

Malgré leur viabilité et leur efficacité, le financement des programmes d'ASPL reste un défi. Le rétrécissement de l'espace budgétaire, les ressources nationales limitées et les priorités concurrentes entravent les efforts visant à financer ces initiatives de manière adéquate. En outre, l'inflation alimentaire, qui est particulièrement élevée dans des régions comme l'Afrique de l'Ouest, exacerbe ces contraintes financières, ce qui rend encore plus difficile le maintien et l'expansion des programmes d'ASPL. Pourtant, les enjeux sont considérables : le sous-investissement risque d'aggraver les disparités éducatives, de perpétuer les cycles de pauvreté et d'étouffer la croissance économique, en particulier dans des régions comme l'Afrique, où la population des jeunes augmente rapidement.<sup>4</sup>

## ENGAGEMENTS COLLECTIFS NATIONAUX

Dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest, 14 des 15 pays de la CEDEAO ont rejoint la Coalition pour l'Alimentation Scolaire, démontrant ainsi leur engagement collectif à améliorer l'accès aux repas scolaires pour leurs enfants. Le Ghana et la Guinée-Bissau ont été les derniers membres de la CEDEAO à rejoindre la coalition en 2023. Sept des 15 pays de la CEDEAO, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, le Liberia, le Mali, le Sénégal et le Togo, sont allés plus loin en soumettant leurs engagements nationaux. Ces engagements décrivent les plans et les objectifs spécifiques que chaque pays poursuivra pour fournir aux enfants des repas scolaires sains et nutritifs tout en améliorant les marchés et l'accès des petits exploitants agricoles, démontrant ainsi leur volonté d'utiliser les programmes de repas scolaires comme solutions aux défis régionaux et mondiaux.

---

1 The Education Commission, London School of Hygiene and Tropical Medicine, Research Consortium for School Health and Nutrition, School Meals Coalition, Global Education Forum, 2022. Investment Case for School Health and Nutrition. Available at: <https://www.edc.org/global-education-forum-investment-case-school-health-nutrition>

2 World Food Programme, 2023. The State of School Feeding Worldwide 2022. Available at: <https://publications.wfp.org/2022/state-of-school-feeding/>

3 World Bank, 2018. Moving Beyond GDP to Look at the World Through the Lens of Wealth. Available at: <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2018/01/30/moving-beyond-gdp-to-look-at-the-world-through-the-lens-of-wealth>

4 SFI, 2024. Looking to 2030 – A Projection of School Participation Profiles for School Feeding Programs. Available at: <https://www.edc.org/looking-2030-projection-school-participation-profiles-school-feeding-programs>

## TRACER LA VOIE VERS DES SOLUTIONS DE FINANCEMENT DURABLES

Ce sont ces engagements nationaux que ce document vise à servir en aidant les gouvernements à identifier des solutions financières (outils, mécanismes et partenaires) pour aborder les voies vers un financement national durable pour la prospérité de leurs générations futures. Le document se penche sur la question cruciale du financement des programmes d'ASPL dans la région de la CEDEAO, en s'appuyant sur les expériences de l'Amérique latine et de l'Afrique de l'Est pour fournir des recommandations réalisables pour des solutions de financement durable. Il souligne l'impératif d'engagements financiers solides et offre des recommandations pratiques aux décideurs politiques, aux gouvernements et aux institutions financières internationales (IFI) pour combler le déficit de financement.

### STRUCTURE DU DOCUMENT :

- 1. Introduction :** Sets Établit le contexte en définissant le programme d'ASPL et en soulignant les avantages des repas scolaires.
- 2. Rôle des Institutions Financières Internationales (IFI) :** Cette section explore les rôles spécifiques joués par les IFI dans le financement des programmes du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, y compris leurs mécanismes de financement, leurs politiques et leurs priorités.
- 3. Outils de financement des IFI et autres mécanismes de financement :** Examine en détail les différents outils de financement utilisés par les IFI pour les programmes d'ASPL, tels que les subventions, les prêts et l'assistance technique, et les compare avec les mécanismes de financement alternatifs utilisés ailleurs.
- 4. Exemples de projets financés par des IFI dans la région de la CEDEAO :** Fournit des études de cas ou des exemples de projets d'ASPL financés par des IFI dans la région de la CEDEAO, en soulignant leurs succès, leurs défis et les leçons apprises.
- 5. Le pouvoir de la passation de marchés :** Intègre la discussion sur les pratiques de passation de marchés dans l'exploration des outils de financement des IFI et d'autres mécanismes de financement, car la passation de marchés joue souvent un rôle crucial dans la durabilité et l'efficacité des programmes d'ASPL.
- 6. Exemples de projets de financement durables/innovants :** Présente des modèles de financement innovants et des études de cas réussies d'Amérique latine ou d'autres régions, mettant en évidence des approches alternatives pour le financement des programmes d'ASPL qui pourraient être adaptés dans le contexte de la CEDEAO.
- 7. Implications politiques du financement durable pour les programmes d'ASPL :** Analyse les implications politiques plus larges du financement durable pour les programmes d'ASPL, y compris son impact sur l'éducation, la nutrition, la réduction de la pauvreté et le développement économique.
- 8. Recommandations pour les décideurs, les gouvernements et les autres parties prenantes :** Cette section propose des recommandations exploitables basées sur les informations recueillies tout au long du document, à l'intention des décideurs politiques, des agences gouvernementales, des organisations internationales, des ONG et d'autres parties prenantes impliquées dans le financement des programmes d'ASPL.
- 9. Conclusion :** Résume les principales conclusions du document, réaffirme l'importance d'un financement durable pour les programmes d'ASPL et souligne l'impact potentiel de la mise en œuvre des recommandations énoncées.
- 10. Bibliographie :** Fournit une liste complète des sources citées dans le document, y compris des études universitaires, des rapports, des documents politiques et d'autres documents pertinents.

Grâce à cette approche structurée, le document vise à contribuer à la résilience des systèmes éducatifs, à l'amélioration des résultats nutritionnels et au développement socio-économique dans la région de la CEDEAO en présentant des moyens réalistes et/ou des opportunités pour combler le déficit de financement, en offrant des perspectives et des expériences de l'Amérique latine et en plaidant pour des solutions de financement à long terme.







© WFP/Evelyn Fey

## RÔLE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES (IFI)

Les IFI jouent un rôle crucial dans le soutien des initiatives d'ASPL au niveau mondial par le biais d'une assistance financière, d'une expertise technique et d'un partage des connaissances, d'autant plus que la BID et la BM sont toutes deux partenaires de la Coalition pour les repas scolaires. La Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Banque Islamique de Développement ont joué un rôle déterminant en fournissant à la fois des fonds et des conseils aux gouvernements pour renforcer leurs programmes de repas scolaires.<sup>5</sup>

**Banque Africaine de Développement (BAD) :** La BAD apparaît comme un moteur essentiel du progrès économique et social sur le continent africain. Fonctionnant comme une institution multilatérale régionale de financement du développement, elle achemine l'assistance financière, y compris les prêts, les subventions et le soutien technique, aux nations africaines. En accordant la priorité à la réduction de la pauvreté, à la croissance durable et à l'intégration régionale, la BAD concentre ses efforts sur divers secteurs tels que les infrastructures, l'agriculture, l'éducation, la santé, la gouvernance et le développement du secteur privé. Grâce à des partenariats stratégiques avec des gouvernements, des entités régionales, des partenaires de développement et le secteur privé, la BAD s'efforce de relever les défis multiformes du développement de l'Afrique et de stimuler un progrès inclusif ("Groupe de la

Banque Africaine de Développement"). Par exemple, la BAD soutient des initiatives telles que le projet MASReP (Multi-Sectoral Approach for Stunting Reduction Project) en Éthiopie. Grâce au MASReP, la BAD contribue à améliorer l'accès aux services nutritionnels multisectoriels pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes ou allaitantes. Ce projet, aligné sur la Déclaration de Seqota, cible les zones à forte prévalence de retard de croissance, en améliorant la santé, la production alimentaire et les connaissances sur les pratiques d'alimentation. Financé par le Fonds Africain de Développement, le projet est mis en œuvre par le ministère éthiopien de la santé et le ministère éthiopien des finances.<sup>6</sup>

**Banque Islamique de Développement (BIsD) :** Dans le cadre d'une coopération sud-sud distincte, la BIsD joue un rôle unique dans la promotion du progrès économique et social au sein de ses pays membres et des communautés musulmanes dans les pays non-membres. Fondée et ancrée dans les principes islamiques, elle offre une aide financière, notamment des prêts, des subventions et une assistance technique, pour soutenir des projets couvrant divers secteurs tels que l'éducation, la santé, l'agriculture, l'infrastructure et la finance islamique. En accord avec les principes de la finance islamique, la BIsD promeut la collaboration entre les nations membres pour surmonter les obstacles au développement et atteindre une croissance durable.

<sup>5</sup> SFI and Fab Inc., 2024. School Meals International Donor Analysis: Analysis of school feeding financing data systems: challenges and opportunities.

<sup>6</sup> Ibid. p. 24-25.

Grâce à des partenariats avec les gouvernements, le secteur privé, les ONG, la société civile et les parties prenantes, la BIsD s'efforce de faciliter la réduction de la pauvreté, de promouvoir un développement inclusif et d'améliorer le bien-être des communautés. Par exemple, dans le cadre de son partenariat avec le PAM pour soutenir le développement du capital humain lié à la santé et à la nutrition à l'école, la BIsD a financé le "Soutien à l'alimentation scolaire, à la nutrition et aux enfants non scolarisés" au Bénin en tant que projet pilote de l'initiative visant à améliorer les moyens de subsistance en milieu rural.<sup>7</sup>

**La Banque Mondiale (BM) :** La BM est un pilier dans le domaine du financement du développement mondial. Composée de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et de l'Association Internationale de Développement (AID), elle apporte un soutien financier et une expertise technique aux gouvernements des pays à revenu faible ou intermédiaire. Sa mission est centrée sur la réduction de la pauvreté et le développement durable, englobant un large éventail d'initiatives telles que l'éducation, la santé, l'agriculture, les infrastructures et la protection sociale ("World Bank Group - International Development, Poverty, and Sustainability"). En collaboration avec les gouvernements, les ONG et les organisations internationales, la BM s'efforce de soutenir la mise en œuvre de politiques et de projets visant à favoriser la croissance économique et le bien-être de la société. Par exemple, la BM a soutenu diverses initiatives d'ASPL dans le monde, comme au Togo, où elle a soutenu une évaluation Healthy-SABER, évaluant la politique et la gouvernance en matière de santé et de nutrition scolaires, ainsi que les services, y compris les repas scolaires, offerts dans les écoles. Elle a financé d'autres services de santé complémentaires tels que le déparasitage dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, dont l'Angola, le Niger, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal et le Togo.<sup>8</sup>

La BM pourrait jouer un rôle important dans le renforcement des programmes de repas scolaires menés par le gouvernement, afin d'en améliorer l'efficacité et l'efficacité. La BM s'est engagée sur des questions telles que le ciblage, l'adéquation, l'engagement communautaire, l'approvisionnement local en produits alimentaires, les services complémentaires de santé et de nutrition (c'est-à-dire le vermifuge en milieu scolaire, la supplémentation en micronutriments, l'eau,

l'assainissement et l'hygiène), la responsabilité sociale et d'autres normes de mise en œuvre. Dans la plupart des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, les dépenses publiques annuelles consacrées à l'éducation pendant la phase intermédiaire de l'enfance et de l'adolescence s'élèvent à 210 milliards d'USD, alors que seulement 4 milliards d'USD sont investis dans la santé et la nutrition. Ce décalage ne permet pas au secteur de la santé d'apporter un soutien adéquat aux programmes de santé et de nutrition scolaires, aux côtés de ceux du secteur de l'éducation. Il est donc essentiel d'augmenter les investissements cohérents qui rassemblent les parties prenantes de tous les niveaux des secteurs de la santé, de la nutrition et de l'éducation pour maximiser l'impact des programmes de santé et de nutrition à l'école.

**Fonds International de Développement Agricole (FIDA) :** Une agence spécialisée des Nations Unies qui se concentre uniquement sur le développement rural et la transformation des systèmes alimentaires. Le FIDA oriente ses investissements vers les personnes les plus marginalisées - les petits producteurs appauvris, les femmes, les jeunes, les communautés autochtones et d'autres groupes démographiques vulnérables. En donnant la priorité aux zones rurales, le FIDA vise à favoriser la prospérité, à renforcer la sécurité alimentaire et à consolider la résilience de ces communautés. L'institution joue un rôle de catalyseur pour les investissements publics et privés dans l'agriculture et les entreprises rurales, en mettant l'accent sur les habitants des zones rurales. Depuis sa création en 1978, le FIDA a joué un rôle essentiel en permettant aux populations rurales de renforcer leur sécurité alimentaire, d'élever leur niveau de vie et de prendre le contrôle de leur propre trajectoire de développement grâce à des subventions et à des prêts à faible taux d'intérêt. L'engagement du FIDA en faveur du bien-être rural s'inscrit parfaitement dans son rôle au sein de l'initiative conjointe des agences basées à Rome en faveur de la sécurité alimentaire mondiale, un effort de collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PAM visant à soutenir des pays tels que le Kenya, les Philippines, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et le Sénégal dans la mise en œuvre de programmes de sécurité alimentaire. Dotée d'un budget de 10 millions de dollars sur trois ans, cette initiative illustre la volonté du FIDA de faire de l'agriculture un vecteur de développement durable et de croissance inclusive.<sup>9</sup>

7 Ibid., p. 25-26.

8 Ibid., p. 22-24.

9 Ibid., p. 28.

**Fonds Monétaire International (FMI) :** Le FMI est un acteur important de l'aide financière mondiale, bien qu'il ne soit pas directement axé sur les initiatives d'alimentation scolaire. Bien que le FMI ne fournisse généralement pas de financement direct pour de tels programmes, ses opérations de prêt aux pays peuvent avoir un impact profond sur le développement d'environnements propices aux initiatives nationales d'alimentation scolaire. Par le biais d'accords sur les objectifs budgétaires, le FMI peut indirectement encourager l'expansion des programmes d'alimentation scolaire dans le cadre de stratégies économiques plus larges (FMI). Bien que le FMI n'ait pas spécifiquement alloué de fonds aux repas scolaires, ses prêts constituent des sources de financement vitales pour les pays en

développement. En février 2023, le FMI, ainsi que d'autres organisations internationales de premier plan, ont publié une déclaration commune appelant à prendre des mesures pour faire face à la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale, reconnaissant l'importance des programmes de repas scolaires (FMI). Si les programmes récents du FMI, comme celui du Ghana, peuvent soutenir indirectement les initiatives d'alimentation scolaire, l'ampleur de ce soutien reste incertaine dans différents pays. Ainsi, bien que le FMI ne se concentre pas principalement sur les repas scolaires, ses politiques et ses mécanismes de financement peuvent influencer le paysage dans lequel ces programmes opèrent, en favorisant potentiellement les conditions propices à leur croissance et à leur durabilité.<sup>10</sup>



<sup>10</sup> Ibid., p. 24.

# OUTILS DE FINANCEMENT DES IFI ET AUTRES MÉCANISMES DE FINANCEMENT

Les IFI proposent divers outils de financement pour soutenir les repas scolaires et les programmes d'ASPL :

- **Aide publique au développement (APD) :** L'APD fait référence à l'aide gouvernementale visant à promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement. Elle comprend à la fois l'aide bilatérale, qui est une assistance fournie directement par un pays à un autre, et l'aide multilatérale, qui est fournie par l'intermédiaire des institutions financières internationales (IFI) et d'autres organisations multilatérales. Les IFI, telles que l'Association Internationale de Développement (AID), allouent de l'APD (prêts concessionnels et subventions) pour soutenir des projets de développement, notamment des programmes d'éducation et de nutrition tels que les repas scolaires, en particulier dans les pays à faible revenu. En tant qu'entité du groupe de la Banque Mondiale, l'AID offre un financement à des conditions préférentielles aux pays les plus pauvres du monde, soutenant des initiatives telles que les programmes d'alimentation scolaire par le biais de prêts à faible taux d'intérêt et de subventions. En outre, les ressources de l'IDA ont un effet de levier sur les fonds fiduciaires afin de soutenir les priorités des pays et des programmes spécifiques tels que la santé et la nutrition scolaires. L'aide bilatérale peut également jouer un rôle important dans les programmes d'alimentation scolaire locale, en renforçant leur portée et leur impact.
- **Assistance technique :** Outre le soutien financier, les IFI fournissent une expertise technique et une aide au renforcement des capacités aux gouvernements pour la conception, la mise en œuvre et le suivi de programmes de repas scolaires efficaces.

En tirant parti de ces outils de financement, tels que le financement axé sur les résultats et les mécanismes d'investissement stratégique, les IFI jouent un rôle essentiel pour assurer un financement durable des programmes (ASPL). Ces outils permettent de lier les investissements dans les infrastructures rurales essentielles et le développement des chaînes de valeur locales directement aux initiatives d'alimentation scolaire. Par exemple, des fonds pourraient être alloués à l'amélioration des réseaux de transport, à l'accroissement de la productivité agricole et au renforcement des installations de transformation alimentaire dans les zones rurales, autant d'éléments qui contribuent à la réussite

des programmes d'alimentation scolaire. En outre, l'utilisation de mécanismes de financement axés sur les résultats garantit que les investissements sont liés à des résultats mesurables, ce qui encourage l'efficacité et la responsabilité dans la mise en œuvre des programmes. Cette approche intégrée permet non seulement de promouvoir la nutrition et la sécurité alimentaire, mais aussi de soutenir les économies locales en stimulant la production agricole et en créant des opportunités d'emploi. En fin de compte, la synergie entre les outils de financement et les programmes d'ASPL devrait permettre d'améliorer les résultats scolaires, favorisant ainsi un avenir plus sain et plus prospère pour les communautés.

Outre les outils de financement fournis par les IFI, les gouvernements peuvent utiliser d'autres mécanismes de financement innovants pour soutenir les repas scolaires et les programmes d'ASPL. Ces mécanismes sont les suivants :

1. **Taxes sur les bénéfices exceptionnels :** L'exploitation des gains exceptionnels provenant de secteurs tels que l'énergie et les matières premières par le biais de la fiscalité offre une source de revenus potentielle pour le financement des interventions du filet de sécurité, y compris les programmes de repas scolaires. Toutefois, le recours aux taxes sur les bénéfices exceptionnels peut entraîner une volatilité des recettes, en fonction de la nature cyclique des secteurs générant des bénéfices exceptionnels.
2. **Financement du climat :** Désigne les financements destinés à lutter contre le changement climatique, englobant des activités telles que la réduction des émissions et le renforcement de la résilience. Il vise à soutenir les efforts d'atténuation et d'adaptation, en particulier dans les pays en développement, en respectant les engagements internationaux tels que ceux de l'Accord de Paris. Bien qu'il existe des disparités dans la distribution des fonds, le financement climatique devrait augmenter, offrant des possibilités de combler les lacunes et de favoriser des objectifs de développement durable plus larges, y compris la sécurité alimentaire et le renforcement de la résilience dans les communautés. Un mécanisme important du financement climatique est l'utilisation de crédits carbone, qui permet aux entités de compenser leurs émissions en investissant dans des projets environnementaux qui réduisent les gaz à effet de serre, soutenant ainsi les objectifs mondiaux de réduction des émissions.

3. **Taxes affectées** : L'affectation de taxes spécifiques au financement des programmes de repas scolaires permet de disposer d'une source de revenus spécifique, comme le montrent des exemples tels que le Prarambhik Shiksha Kosh (PSK) en Inde. Bien que les taxes affectées garantissent une source de financement stable pour les initiatives d'ASPL, elles peuvent être confrontées à des problèmes de volonté politique et de résistance de la part des contribuables.
4. **Taxer les produits nocifs pour la santé publique** : La mise en place de taxes sur les produits nuisibles à la santé publique, tels que les boissons sucrées, peut générer des revenus pour soutenir les programmes d'alimentation scolaire tout en promouvant des habitudes alimentaires plus saines chez les enfants. Cependant, taxer les "mauvais" produits publics nécessite un examen minutieux des impacts économiques, de la résistance potentielle des industries et d'un suivi afin de garantir les résultats souhaités en matière de santé.
5. **Les échanges de dettes** : Les échanges de dettes impliquent l'échange d'une partie de la dette d'un pays contre des investissements dans des projets de développement social tels que les initiatives d'ASPL. Bien que les échanges de dette offrent la possibilité de réduire le fardeau des remboursements de la dette et d'allouer des ressources à des programmes essentiels, il est important de noter qu'ils peuvent ne pas être une option pour de nombreux pays en fonction de leurs créanciers. En outre, les échanges de dette peuvent entraîner des difficultés pour les pays à emprunter à l'avenir, en affectant leur solvabilité et leur accès aux marchés financiers. Il est donc essentiel d'examiner attentivement les implications et les conséquences potentielles avant de s'engager dans de tels accords.
6. **Obligations à impact** : Les obligations à impact sont des contrats basés sur la performance dans lesquels les investisseurs privés fournissent un financement initial pour les programmes sociaux, tels que l'ASPL, et reçoivent des rendements basés sur la réalisation de résultats prédéterminés. Les obligations à impact constituent une voie prometteuse pour relever les défis du programme d'ASPL, en particulier la question des flux de trésorerie pour les prestataires. L'un des principaux obstacles à la mise en œuvre du programme d'ASPL est le décalage entre le moment où les agriculteurs doivent être payés, c'est-à-dire au point d'achat, et le moment où les gouvernements paient généralement, souvent à terme échu. Ce

décalage crée d'importants problèmes de trésorerie pour les fournisseurs. Les obligations à impact pourraient constituer une solution à ce problème en tirant parti du financement initial des investisseurs privés. En établissant des contrats basés sur la performance, les obligations à impact incitent à l'efficacité et à l'efficacé dans la mise en œuvre des programmes tout en transférant les risques financiers des gouvernements vers les investisseurs. Toutefois, la mise en œuvre réussie d'obligations à impact dans le cadre de l'ASPL nécessite un examen minutieux des indicateurs de résultats, de la répartition des risques et de la viabilité financière afin de garantir leur efficacité à résoudre le problème de trésorerie pour les prestataires de services.

7. **Fonds à impact social** : Les fonds à impact social mettent en commun les ressources de diverses parties prenantes, y compris les gouvernements, les organisations philanthropiques et les investisseurs privés, pour financer des projets sociaux ayant des résultats positifs mesurables, y compris les initiatives d'ASPL. Ces fonds offrent une certaine souplesse de financement, permettant aux gouvernements d'accéder à des capitaux pour la mise en œuvre et l'extension des programmes. Cependant, il est essentiel d'assurer l'alignement entre les objectifs du fonds et les priorités du gouvernement afin de maximiser l'impact et la durabilité.
8. **Partenariats public-privé (PPP)** : Les PPP impliquent une collaboration entre les entités gouvernementales et les partenaires du secteur privé pour financer, mettre en œuvre et gérer des projets sociaux, y compris les programmes d'ASPL. Grâce aux PPP, les gouvernements peuvent tirer parti de l'expertise, de l'innovation et des ressources du secteur privé pour améliorer l'efficacité et l'efficacité des programmes. Cependant, les PPP nécessitent une négociation minutieuse des conditions, des structures de gouvernance transparentes et des mécanismes de sauvegarde des intérêts publics et de responsabilité.

En recourant à ces mécanismes de financement alternatifs, les gouvernements peuvent diversifier leurs sources de financement pour les initiatives d'ASPL, en assurant un soutien durable parallèlement aux contributions des IFI. Ces mécanismes permettent d'aligner les politiques fiscales sur les objectifs de développement, en favorisant la résilience et l'autosuffisance des programmes nationaux d'alimentation scolaire.<sup>11</sup>

11 SFI, 2023. School meal programmes: A missing link in food systems reform, p. 26. Available at: <https://www.edc.org/sites/default/files/School-meals-Food-Systems.pdf>

# EXEMPLES DE PROJETS FINANCÉS PAR DES IFI DANS LA RÉGION DE LA CEDEAO

La mise en œuvre réussie de programmes de repas scolaires durables dépend en grande partie de l'obtention de diverses sources de financement, y compris le soutien des IFI. Grâce à des partenariats stratégiques avec des IFI telles que la Banque Mondiale et la Banque Islamique de Développement (BID), les gouvernements de la région de la CEDEAO peuvent atteindre leurs objectifs d'amélioration de l'accès à l'éducation, de la qualité et du bien-être nutritionnel. Examinons trois projets financés par ces institutions, chacun d'entre eux ayant été conçu pour répondre à des défis et priorités spécifiques dans leurs pays respectifs et dont le contenu a été fourni par chaque institution.

**Projet d'alimentation et de nutrition de la BAD au Burkina Faso :** Au Burkina Faso, la BAD mène une initiative novatrice visant à éradiquer la faim et la malnutrition chez les élèves des écoles des villages ruraux. Le projet de repas scolaires à base de produits locaux pour une nutrition intelligente, généreusement financé par le Japon, est une source d'espoir dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Sud et du Sud-Ouest. Depuis son lancement en 2020, le projet a transformé des écoles sélectionnées en centres d'autosuffisance agricole et d'éducation nutritionnelle, ce qui a eu un impact significatif sur la vie des élèves et des communautés.

- **Objectifs stratégiques:** Les objectifs fondamentaux du projet sont multiples : veiller à ce que chaque enfant reçoive un repas nutritif chaque jour, améliorer la qualité nutritionnelle des repas et promouvoir des pratiques agricoles durables. En intégrant des produits locaux dans les repas scolaires et en fournissant des ressources et des formations essentielles, l'initiative ne s'attaque pas seulement à la faim immédiate, mais favorise également la résilience et l'autosuffisance à long terme au sein des communautés.
- **Structure de financement :** Avec un investissement initial de 990 000 dollars de la BAD et du Japon, le projet a fait preuve d'un engagement stratégique pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition au Burkina Faso. Ce financement a facilité la création de champs et de jardins dans des écoles sélectionnées, ainsi que la fourniture d'équipements et de ressources essentiels. En outre, il souligne l'importance des investissements durables dans l'éducation et la nutrition pour améliorer la situation des populations vulnérables.
- **Résultats attendus :** Le projet a déjà produit des résultats remarquables, avec des améliorations tangibles de la santé des élèves, des résultats scolaires

et de la cohésion de la communauté. À la fin de la phase inaugurale, les écoles ont récolté plus de 25 tonnes de produits agricoles, défiant les conditions météorologiques défavorables et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Les élèves bénéficient désormais de repas nutritifs à base d'ingrédients locaux, ce qui leur permet d'approfondir leur lien avec leur patrimoine culturel et leurs traditions agricoles. En outre, le projet a permis aux communautés d'acquérir des compétences et des connaissances essentielles pour gérer durablement leurs systèmes alimentaires et plaider en faveur de politiques nutritionnelles.

Le projet de repas scolaires à base de produits locaux pour une nutrition intelligente témoigne du pouvoir de transformation des partenariats stratégiques et des investissements ciblés dans l'éducation et la nutrition. Alors que l'initiative entre dans sa prochaine phase, l'optimisme grandit quant à son expansion et à sa reproduction au Burkina Faso et au-delà. En continuant à donner la priorité au bien-être des populations vulnérables et en favorisant la résilience des communautés, la BAD et ses partenaires ouvrent la voie à un avenir plus radieux et plus sain pour les générations à venir.

**Projet de la Banque Mondiale au Togo :** La Banque Mondiale est le fer de lance d'un projet transformateur au Togo. Le Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base au Togo (PAQEED - P172674), vise à renforcer la qualité de l'éducation de base, en mettant l'accent sur l'éducation des filles et en renforçant la gestion globale de l'éducation. Cette initiative, soutenue par l'IDA et le Partenariat Mondial pour l'Education (GPE), représente une réponse stratégique aux lacunes éducatives critiques identifiées dans le secteur de l'éducation togolais.

- **Objectifs stratégiques :** Le projet s'aligne sur l'objectif global du Togo d'améliorer les résultats de l'enseignement et de l'apprentissage tout en promouvant un accès équitable à l'éducation de base. En renforçant la gestion du système, il cherche à remédier aux déficiences identifiées dans les initiatives précédentes et à promouvoir un développement durable de l'éducation.
- **Structure de financement :** D'un montant total de 60,1 millions de dollars, le financement comprend des contributions de l'IDA et du GPE. Le projet adopte notamment une approche de financement basée sur les résultats (RBF), 30 % du financement du GPE étant subordonné à l'obtention de résultats prédéfinis.

- **Résultats attendus** : Les résultats attendus comprennent l'amélioration de la qualité de l'enseignement, l'élargissement de l'accès à l'éducation, la réduction des taux de redoublement, le renforcement des capacités de gestion, l'amélioration de l'intégration de la dimension de genre et des connaissances sur les lacunes critiques concernant les repas scolaires et les services complémentaires tels que le vermifuge à l'école. Avec une couverture prévue d'environ 2 millions d'élèves, dont 1,1 million de filles, le projet vise à exploiter la technologie numérique pour augmenter les efforts éducatifs et favoriser l'engagement holistique des parties prenantes.

La Banque Mondiale peut également apporter une valeur ajoutée en soutenant le financement du gouvernement en période de contraintes budgétaires. Par exemple, le projet "Filets de sécurité et services de base" du Togo investit 5 millions de dollars pour fournir environ 15 millions de repas scolaires à plus de 52 000 élèves du primaire dans les communautés les plus pauvres, en s'appuyant sur des projets antérieurs. Au Ghana, l'équipe chargée de la protection sociale et de l'emploi a également reçu récemment une demande du gouvernement pour financer des repas scolaires et elle soutient actuellement la géolocalisation des zones les plus vulnérables et des écoles qui s'y trouvent.

**Projet au Bénin:** Au Bénin, la BID est le fer de lance d'une initiative à multiples facettes visant à améliorer l'accès à une éducation de qualité, en ciblant particulièrement les segments vulnérables et marginalisés, y compris les filles et les enfants défavorisés. Cette initiative globale s'attaque à un ensemble de problèmes qui affectent le paysage éducatif béninois, allant des faibles taux de scolarisation à la malnutrition chez les enfants scolarisés.

- **Objectifs stratégiques** : Aligné sur la stratégie du Bénin en matière d'éducation et sur les Objectifs de développement durable (ODD), le projet vise à accroître l'accès à des environnements d'apprentissage sûrs, à élever les normes éducatives et à renforcer le bien-être des enfants. En atténuant le sous-investissement dans le capital humain, il s'efforce de catalyser le développement durable et la prospérité économique.
- **Structure de financement** : Combinant un financement de la BIsD d'un montant total de 18,52 millions d'euros avec des contributions d'un montant total de 5,10 millions d'euros de la Fondation Education Above All, de Plan International et du gouvernement béninois, le projet témoigne d'un engagement commun en faveur de sa réussite, avec des ressources financières significatives affectées au budget national.
- **Résultats attendus** : Le projet fournira des cantines neuves et fonctionnelles à quarante écoles primaires

équipées de nouvelles cantines, inscrira et éduquera quelque 80 000 enfants non scolarisés dans des centres d'apprentissage alternatifs (ALT), améliorera les taux d'achèvement des études et réduira la prévalence de la malnutrition chez les enfants en âge d'être scolarisés. Le projet vise à promouvoir un environnement éducatif inclusif et centré sur l'enfant grâce à une série d'interventions, notamment des programmes de sensibilisation à la nutrition, le renforcement des capacités des enseignants et l'amélioration des programmes scolaires.

**Projet de la BID au Sénégal :** La recherche par le Sénégal de la résilience alimentaire et de l'approvisionnement local durable des cantines scolaires reçoit un coup de pouce significatif grâce au financement de la BID. Dans le cadre du "Projet de renforcement de la résilience alimentaire des populations et de l'approvisionnement local durable des cantines scolaires au Sénégal" (P2RAP-ACS), la BID s'associe au Sénégal pour renforcer les mesures de sécurité alimentaire et améliorer les résultats scolaires.

- **Objectifs stratégiques** : Aligné sur les ODD 2, 3 et 4, le projet vise à éradiquer la faim, à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à faciliter l'accès équitable à une éducation de qualité. En renforçant la politique des repas scolaires et en soutenant les écosystèmes agricoles locaux, il s'attaque aux défis fondamentaux qui entravent les progrès de l'éducation et le bien-être des communautés.
- **Structure de financement** : Avec un budget de 25 millions USD, principalement financé par le Projet de réponse à la sécurité alimentaire (FSRP) de la BIsD, le projet souligne l'engagement de l'institution à promouvoir le développement durable au Sénégal. D'une durée de trois ans, l'initiative cible les écoles rurales et périurbaines dans toutes les académies du Sénégal.
- **Résultats attendus** : Les résultats escomptés comprennent la mise en place d'infrastructures, le renforcement des cantines, l'amélioration de la chaîne de valeur et l'augmentation des ressources opérationnelles pour les cantines scolaires. En améliorant les taux d'inscription, de transition et d'achèvement, tout en nourrissant les écosystèmes agricoles, le projet s'efforce de cultiver des communautés résilientes et de favoriser la prospérité de l'éducation.

Par essence, ces projets incarnent le potentiel de transformation du financement des IFI pour faire progresser l'éducation, la nutrition et le développement socio-économique dans la région de la CEDEAO. En mettant en synergie les ressources financières et les priorités stratégiques, les gouvernements peuvent concrétiser leur vision de systèmes éducatifs inclusifs, équitables et durables, nourrissant ainsi le capital humain et favorisant la prospérité nationale.



# LE POUVOIR DES MARCHÉS PUBLICS<sup>12</sup>

Les budgets consacrés aux marchés publics exercent une influence considérable sur l'évolution des systèmes alimentaires, notamment en raison de leur association avec les programmes de repas scolaires. Reconnus comme l'un des outils les plus puissants du gouvernement fédéral des États-Unis pour assurer la sécurité nutritionnelle des enfants, les repas scolaires jouent un rôle essentiel dans la promotion de pratiques alimentaires durables.<sup>13</sup>

En pénétrant dans les cadres d'approvisionnement locaux et nationaux, ces programmes peuvent soit perpétuer les inégalités et les pratiques non durables, soit servir de catalyseurs pour la transformation vers des systèmes alimentaires plus équitables et plus durables.<sup>14</sup>

L'impact des budgets d'achat va bien au-delà des simples transactions. Ils déclenchent des effets multiplicateurs qui se répercutent sur les chaînes d'approvisionnement et les économies locales. Par exemple, des recherches menées aux États-Unis indiquent que chaque dollar supplémentaire reçu par les agriculteurs dans le cadre des achats de repas scolaires peut générer une valeur économique plus large de 1,5 à 3 dollars.<sup>15</sup>

En outre, les effets d'entraînement de ces investissements contribuent de manière significative à la réduction de la pauvreté, en particulier dans les zones rurales où l'agriculture est la principale source de revenus.<sup>16</sup>

Les autorités municipales du monde entier exploitent le pouvoir des marchés publics pour réaligner les marchés alimentaires sur des valeurs mettant l'accent sur la durabilité et l'équité. L'orientation pionnière de Milan vers l'approvisionnement auprès d'exploitations agricoles locales a conduit à une réduction substantielle des émissions de carbone, démontrant ainsi le potentiel des politiques d'approvisionnement pour la réalisation d'objectifs environnementaux.<sup>17</sup>

De même, des initiatives telles que le Good Food Purchase Program (programme d'achat d'aliments sains) aux États-Unis donnent la priorité au soutien de l'agriculture locale, aux pratiques durables et à l'équité sociale par le biais des marchés publics.<sup>18</sup>

Le programme national d'alimentation scolaire (PNAE) du Brésil témoigne du potentiel de transformation des politiques d'approvisionnement. En exigeant qu'au moins 30 % des fonds soient consacrés à l'achat de produits provenant d'exploitations familiales, le Brésil a non seulement favorisé l'émergence d'un marché fiable pour les petits exploitants, mais a également encouragé une agriculture diversifiée et durable.<sup>19</sup>

En Afrique subsaharienne, où la sécurité alimentaire reste un problème pressant, les programmes d'ASPL offrent une voie prometteuse pour renforcer les systèmes alimentaires locaux.<sup>20</sup>

Alors que le monde est aux prises avec les effets du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, les marchés publics apparaissent comme un outil puissant pour promouvoir l'agriculture régénératrice. En encourageant les pratiques qui améliorent la fertilité des sols, réduisent la dépendance aux produits agrochimiques et renforcent la biodiversité, les programmes d'alimentation scolaire peuvent contribuer à la fois à la sécurité alimentaire et à la résilience climatique.<sup>21</sup>

En tant que tel, le pouvoir de l'approvisionnement va bien au-delà de l'acte d'achat de biens ; il sert de pivot pour conduire un changement systémique dans les systèmes alimentaires. En tirant parti des budgets d'approvisionnement pour donner la priorité à la durabilité, à l'équité et à la résilience, les gouvernements et les institutions peuvent ouvrir la voie à un avenir plus juste et plus durable.

12 SFI, 2023. School meal programmes: A missing link in food systems reform. Available at: <https://www.edc.org/sites/default/files/School-meals-Food-Systems.pdf>

13 Ibid.

14 Ibid.

15 National Farm to School Network, 2017. "Economic Impacts of Farm to School: Case Studies and Assessment Tools". Available at: <https://www.farmtoschool.org/resources-main/economic-impacts-of-farm-to-school>

16 T. S. Jayne et al., 2021. "Agricultural Productivity Growth, Resilience, and Economic Transformation in Sub-Saharan Africa," Board for International Food and Agricultural Development (BIFAD).

17 Milan Urban Food Policy Pact, 2023. Available at: <https://www.milanurbanfoodpolicypact.org>

18 Daniels and Delwiche, 2022. "Future Policy Award 2018: The Good Food Purchasing Program, USA", *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 5.

19 Valencia et al., 2019. "Structuring Markets for Resilient Farming Systems," *Agronomy for Sustainable Development*, 39.

20 SFI, 2023. Op. cit.

21 Africa Regenerative Agriculture Study Group, 2021. "Regenerative Agriculture. An Opportunity for Businesses and Society to Restore Degraded Land in Africa".



# EXEMPLES DE PROJETS DE FINANCEMENT DURABLE/ INNOVANT

## BRÉSIL - AMÉLIORATION DE LA PASSATION DES MARCHÉS GRÂCE À LA RÈGLE DES 30 % ET AU COFINANCEMENT PAR LES MUNICIPALITÉS<sup>22</sup>

**Contexte** : Le Programme national d'alimentation scolaire (PNAE) du Brésil est reconnu comme l'une des initiatives les plus réussies en matière d'utilisation des repas scolaires pour lutter contre la faim, améliorer la nutrition et soutenir l'éducation. Inscrit dans la constitution brésilienne, le PNAE fournit des repas gratuits à plus de 40 millions d'élèves dans les 5 570 municipalités du pays. Ce programme a joué un rôle crucial dans la réduction de la faim et a permis aux enfants des foyers les plus pauvres de rester à l'école.

**Mise en œuvre** : Le PNAE fonctionne grâce à une structure très décentralisée contrôlée par des conseils d'alimentation scolaire. Ces conseils réunissent des représentants du gouvernement fédéral, des États et des collectivités locales, ainsi que des parents, des enseignants et des organisations de la société civile. L'une des principales caractéristiques du programme est la "règle des 30 %", qui stipule qu'au moins 30 % des fonds fédéraux alloués au programme doivent être consacrés à l'achat de produits provenant d'exploitations agricoles familiales, avec une préférence pour les fournisseurs locaux. Cette règle, mise en œuvre depuis 2009, a permis de garantir un marché stable pour les petits agriculteurs et de les encourager à diversifier leur production, favorisant ainsi la résilience et la durabilité de l'agriculture.<sup>23</sup>

**L'impact** : Le succès du PNAE va au-delà de la satisfaction des besoins nutritionnels immédiats. Il sert de catalyseur à des objectifs plus larges en matière d'environnement et de justice sociale. Par exemple :

São Paulo s'est fixé pour objectif de passer à des repas scolaires 100 % biologiques d'ici à 2030, en encourageant les pratiques agricoles régénératrices et en soutenant les agriculteurs grâce à des prix majorés et à des programmes de transition.

Niteroi et Salvador ont mis en place des initiatives visant à réduire la consommation de viande riche en graisses chez les écoliers tout en encourageant les sources de protéines d'origine végétale, afin d'aligner les politiques en matière de repas scolaires sur les objectifs de santé et de durabilité.

Ces efforts ont permis de constituer des paniers alimentaires plus diversifiés et plus nutritifs, ainsi que de

renforcer les liens entre les écoles et les agriculteurs locaux. En outre, le PNAE a facilité la mise en place de stratégies intégrées couvrant la sécurité alimentaire, la durabilité environnementale et la justice sociale.

**Les défis** : Malgré son succès, le PNAE est confronté à des défis, tels que :

- **Problèmes logistiques** : Il peut être difficile de garantir un approvisionnement et une qualité constants des produits locaux, en particulier dans les régions isolées.
- **Contraintes financières** : Bien que le programme soit solide, les contraintes budgétaires au niveau municipal peuvent limiter sa portée et son efficacité.
- **Participation des agriculteurs** : Pour encourager un plus grand nombre d'agriculteurs familiaux à participer au programme, il faut leur apporter un soutien continu et leur fournir des ressources pour les aider à respecter les normes et les exigences du programme.

**Recommandations** : Afin d'améliorer le PNAE et son impact, les recommandations suivantes sont proposées :

Augmentation du financement et du soutien : L'allocation de ressources supplémentaires pour soutenir l'infrastructure logistique et les programmes de formation des agriculteurs peut améliorer l'efficacité et l'efficacé du programme.

Amélioration du suivi et de l'évaluation : La mise en œuvre de systèmes de suivi et d'évaluation rigoureux permet d'identifier les domaines à améliorer et de s'assurer que les objectifs du programme sont atteints.

Élargissement des pratiques durables : Encourager un plus grand nombre de municipalités à adopter des objectifs ambitieux en matière de repas scolaires biologiques et durables peut renforcer les avantages environnementaux et sociaux.

**Conclusion** : Grâce au PNAE, le Brésil montre comment des stratégies d'approvisionnement innovantes, associées au leadership municipal et à l'engagement communautaire, peuvent entraîner des changements transformateurs dans les systèmes alimentaires. En liant les marchés publics à des pratiques agricoles régénératrices et à des objectifs de justice sociale plus larges, le PNAE offre un modèle de développement durable et inclusif, non seulement au Brésil, mais aussi dans la région de la CEDEAO.

22 Africa Regenerative Agriculture Study Group, 2021. "Regenerative Agriculture. An Opportunity for Businesses and Society to Restore Degraded Land in Africa".

23 SFI, 2023. School meal programmes: A missing link in food systems reform. Available at: <https://www.edc.org/sites/default/files/School-meals-Food-Systems.pdf>.

## L'APPROCHE INNOVANTE DE LA BOLIVIE EN MATIÈRE DE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION : TIRER PARTI DE LA TAXE SUR LES HYDROCARBURES ET DES TRANSFERTS CONDITIONNELS DE FONDS<sup>24</sup>

L'Amérique latine et les Caraïbes sont confrontées à des défis importants pour assurer l'accès à l'éducation et une nutrition adéquate aux enfants, en particulier dans les communautés économiquement défavorisées. La Bolivie, consciente de l'importance de relever ces défis, a mis en place des mécanismes de financement novateurs pour soutenir les programmes d'éducation et de nutrition, notamment le programme de repas scolaires complémentaires (CSM) et la prime scolaire Juancito Pinto. Ces initiatives sont financées en partie par l'impôt direct sur les hydrocarbures (IDH), qui alloue les recettes des exportations d'hydrocarbures aux gouvernements municipaux. La prime scolaire Juancito Pinto, introduite en 2006, complète ces efforts en fournissant des transferts d'argent conditionnels aux familles, en incitant à la fréquentation scolaire et en réduisant les obstacles financiers à l'éducation.

**Contexte :** Le programme de repas scolaires complémentaires en Bolivie, lancé en 2000, cible les enfants et les adolescents issus de ménages pauvres et fréquentant les écoles publiques. Dans le cadre de la politique de protection sociale de la Bolivie, le programme vise à atténuer la faim, à améliorer la nutrition et à prévenir les taux d'abandon scolaire. Parallèlement, la prime scolaire Juancito Pinto fonctionne comme un programme de transfert monétaire conditionnel, offrant des incitations financières aux familles en fonction de la fréquentation scolaire de leurs enfants. Ces deux initiatives contribuent à améliorer les résultats scolaires et à réduire la pauvreté parmi les populations vulnérables.

**Mise en œuvre :** L'approche décentralisée de la Bolivie en matière de mise en œuvre des programmes permet aux gouvernements municipaux de gérer et de financer les initiatives en matière d'éducation et de nutrition. Par l'intermédiaire de l'IDH, les gouvernements municipaux reçoivent des fonds pour soutenir les programmes sociaux, y compris le programme CSM et la prime scolaire Juancito Pinto. Les municipalités jouent un rôle crucial dans l'allocation des ressources, la mise en œuvre des programmes et la promotion du développement économique local par l'achat d'aliments produits localement pour les repas scolaires.

**L'impact :** Des études ont montré l'impact positif de la prime scolaire Juancito Pinto sur les taux de scolarisation et d'assiduité, en particulier au sein des communautés marginalisées. En s'attaquant aux obstacles financiers à l'éducation, le programme contribue à réduire les taux d'abandon scolaire et à promouvoir la réussite scolaire comme moyen de sortir de la pauvreté. De plus,

l'intégration du programme CSM et du Juancito Pinto School Bonus améliore le bien-être général des enfants et des adolescents, en répondant à la fois à leurs besoins nutritionnels et éducatifs.

**Défis et recommandations :** Malgré les succès de ces initiatives, des défis subsistent, notamment en ce qui concerne la stabilité des sources de financement. La dépendance de la Bolivie à l'égard des revenus des hydrocarbures expose les programmes sociaux à la volatilité du marché mondial. Pour assurer la viabilité à long terme des programmes d'éducation et de nutrition, y compris la prime scolaire Juancito Pinto, il est recommandé que la Bolivie explore des mécanismes de financement alternatifs et renforce la coordination entre les agences gouvernementales et les parties prenantes.

L'approche innovante de la Bolivie en matière de financement de l'éducation, qui s'appuie sur la taxe sur les hydrocarbures et les transferts monétaires conditionnels, sert de modèle pour relever les défis complexes de l'accès à l'éducation et de la nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Afrique subsaharienne. En donnant la priorité à l'investissement social et au développement économique local, la Bolivie démontre son engagement à améliorer le bien-être et les perspectives de ses citoyens les plus vulnérables.

## LE MODÈLE DE FINANCEMENT DURABLE DU GUATEMALA : AFFECTATION DE LA TVA À LA NUTRITION ET À L'ÉDUCATION DES ENFANTS<sup>25</sup>

Pour répondre au besoin critique de programmes d'éducation et de nutrition parmi les populations vulnérables d'Amérique latine et des Caraïbes, il est devenu impératif de mettre en place des mécanismes de financement novateurs. Le Guatemala, conscient de ces défis, a mis en œuvre des stratégies durables et novatrices pour soutenir son programme d'alimentation scolaire (SFP) et garantir l'accès à l'éducation de ses jeunes. Il s'agit notamment de tirer parti d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectée au financement du programme d'alimentation scolaire, ce qui témoigne d'un engagement en faveur du bien-être et du développement de l'enfant.

**Contexte :** Le programme d'alimentation scolaire du Guatemala, lancé en 1956, est devenu l'une des plus grandes initiatives de protection sociale de la région. En fournissant des repas à des millions d'enfants de maternelle et d'école primaire dans les établissements publics, le programme lutte contre la faim, améliore la nutrition et favorise la réussite scolaire. L'inclusion récente des élèves du secondaire souligne la volonté du Guatemala d'élargir l'accès à l'éducation et d'améliorer le bien-être général.

24 Valencia, Wittman, & Blesh, 2019. Structuring Markets for Resilient Farming Systems. *Agron. Sustain. Dev.* 39, 25 (2019). Available at: <https://doi.org/10.1007/s13593-019-0572-4>

25 SFI, 2022. School Meals Financing Rapid Assessment: Bolivia. Available at: <https://educationcommission.org/wp-content/uploads/2022/12/SFI-Country-Case-Study-Bolivia-April-2022.pdf>

**Mise en œuvre :** L'approche du Guatemala en matière de mise en œuvre des programmes est décentralisée, accordant aux autorités locales une responsabilité importante dans la gestion et le financement des initiatives en matière d'éducation et de nutrition. Le ministère de l'éducation (MINEDUC) et le ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAGA) collaborent avec les organisations de parents d'élèves (OP) et les autorités municipales pour assurer un déploiement efficace des ressources. La taxe affectée à la TVA sert de source de financement stable pour le SFP, en mettant l'accent sur la viabilité financière et l'appropriation locale.

**L'impact :** Les études indiquent les résultats positifs du programme d'alimentation scolaire du Guatemala, notamment l'amélioration des résultats scolaires, la réduction des taux d'abandon scolaire et l'amélioration de la nutrition chez les enfants participants. En privilégiant l'approvisionnement local auprès de fournisseurs agréés, le programme stimule également le développement économique et soutient les petits exploitants agricoles. Cette approche intégrée répond à la fois aux besoins éducatifs et nutritionnels, contribuant ainsi au développement holistique de la jeunesse guatémaltèque.

**Défis et recommandations :** Malgré ses succès, le programme SFP du Guatemala est confronté à des défis, notamment en ce qui concerne la cohérence du financement et les coûts administratifs. Pour assurer la viabilité à long terme du programme, le Guatemala devrait envisager de diversifier les sources de financement et de renforcer la coordination entre les parties prenantes. En outre, il est essentiel d'investir dans des mécanismes de suivi et d'évaluation afin de contrôler l'efficacité du programme et d'identifier les domaines susceptibles d'être améliorés.

L'approche innovante du Guatemala en matière de financement de l'éducation et de la nutrition, illustrée par la taxe sur la valeur ajoutée affectée au programme d'alimentation scolaire, témoigne d'un engagement en faveur de l'investissement social et du bien-être des enfants. En s'appuyant sur des mécanismes de financement durables et en encourageant l'engagement local, le Guatemala crée un précédent pour relever les défis multiformes de l'accès à l'éducation et de la nutrition dans la région.

## **PIONNIER DU FINANCEMENT DURABLE : L'ÉCHANGE DETTE-NATURE EN ÉQUATEUR ET SON POTENTIEL POUR LES PROGRAMMES DE REPAS SCOLAIRES<sup>26</sup>**

**Contexte :** Dans le cadre d'une initiative révolutionnaire en faveur du développement durable, l'Équateur, avec le soutien de la Banque Interaméricaine de Développement

(BID) et de la Development Finance Corporation (DFC) des États-Unis, a réussi la plus grande conversion dette contre nature au monde.

Achevée en mai 2023, cette initiative répond aux défis de la gestion de la dette de l'Équateur tout en allouant des ressources essentielles à la conservation marine à long terme dans les emblématiques îles Galápagos. Cet effort favorise à la fois la préservation de l'environnement et le bien-être des Équatoriens.

**Mise en œuvre :** L'opération a consisté en une combinaison sans précédent d'une garantie de 85 millions de dollars de la BID et d'une assurance contre les risques politiques de 656 millions de dollars de la DFC. Ces outils financiers ont facilité l'achat de la dette publique existante de l'Équateur à des conditions plus favorables, ce qui a permis de réaliser des économies substantielles sur toute la durée de vie de la dette, soit plus de 1,126 milliard de dollars. Le Crédit Suisse a agi en tant qu'arrangeur principal mondial, tandis qu'Oceans Finance Company a joué le rôle de gestionnaire de projet, avec Pew Bertarelli Ocean Legacy en tant que partenaire coopérant. La création du Galápagos Life Fund est au cœur de cette initiative, générant des économies estimées à 323 millions de dollars pour soutenir les activités de conservation au cours des 18,5 prochaines années.

**Impact :** L'objectif principal de cette opération est de financer des activités de conservation par l'intermédiaire du Galápagos Life Fund, qui soutiendra les efforts déployés dans la réserve marine des Galápagos et la Reserva Marina Hermandad nouvellement créée. Cette initiative de collaboration implique diverses parties prenantes, notamment des agences gouvernementales, le secteur de la pêche, le monde universitaire et la société civile, soulignant ainsi l'engagement de l'Équateur en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable. La Reserva Marina Hermandad, qui s'étend sur 60 000 kilomètres carrés, relie la réserve marine des Galápagos à des zones protégées transnationales, sauvegardant ainsi des habitats vitaux pour des espèces de requins menacées. La réserve marine des Galápagos, qui abrite plus de 3 500 espèces, dont de nombreuses espèces endémiques, est cruciale pour le tourisme et la pêche artisanale en Équateur, favorisant à la fois la croissance économique et le bien-être social.

**Défis :** Si la conversion de la dette équatorienne en faveur de la nature constitue un précédent important, elle présente également plusieurs défis. Assurer l'efficacité à long terme du Galápagos Life Fund nécessite une gestion et une supervision cohérentes. En outre, le succès de telles initiatives dépend de la collaboration continue entre

<sup>26</sup> IDB, 2023. Ecuador Completes World's Largest Debt-for-Nature Conversion with IDB and DFC Support. Available at: <https://www.iadb.org/en/news/ecuador-completes-worlds-largest-debt-nature-conversion-idb-and-dfc-support>

les diverses parties prenantes, ce qui peut être complexe à maintenir dans le temps. L'obtention d'un soutien politique et financier continu, en particulier dans des conditions économiques fluctuantes, reste un défi majeur.

**Recommandations** : Pour tirer parti du succès du modèle équatorien, d'autres pays devraient envisager d'adopter des stratégies similaires de conversion de la dette en nature. Cette approche permet non seulement d'alléger les charges financières, mais aussi de renforcer les politiques de gestion de l'environnement et de la dette publique. En outre, l'élargissement du modèle à la conversion de la dette en investissements sociaux pourrait permettre de réorienter les ressources financières vers des programmes sociaux vitaux, tels que les initiatives en matière de repas scolaires. En donnant la priorité au bien-être de leur jeunesse, les pays peuvent s'assurer que les enfants reçoivent une alimentation adéquate pour leur croissance et leur développement. Les initiatives futures devraient continuer à innover en combinant les garanties avec l'assurance du risque politique afin de mobiliser des ressources pour des objectifs sociaux et environnementaux plus larges.

**Conclusion** : L'échange dette-nature en Équateur est un modèle pionnier d'intégration de la gestion de la dette et de la durabilité environnementale. Alors que la BID continue de promouvoir des instruments de financement innovants, cette opération renforce l'engagement en faveur des objectifs de développement durable et de la préservation de la biodiversité. En s'inspirant de l'approche de l'Équateur, les États membres de la CEDEAO peuvent potentiellement équilibrer la prospérité économique avec le développement du capital humain et la gestion de l'environnement, ouvrant ainsi la voie à un avenir durable.

## L'INITIATIVE MEXICAINE D'OBLIGATIONS ODD<sup>27</sup>

L'initiative mexicaine Obligations ODD 2023 représente une approche novatrice en matière de financement durable, incarnant l'engagement du pays à faire progresser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODD) des Nations Unies. Sous l'impulsion du gouvernement mexicain, cette initiative présente un mécanisme innovant qui aligne les investissements financiers sur les objectifs mondiaux de développement durable.

**Contexte** : Les obligations ODD s'appuient sur les normes d'impact ODD pour les émetteurs d'obligations, élaborées par ODD Impact, une initiative phare du pôle de finance durable du PNUD. Ces normes servent de principes directeurs et mettent l'accent sur l'intégration des stratégies d'impact, de la transparence et des

mécanismes de gouvernance dans les processus décisionnels des émetteurs d'obligations. L'engagement du Mexique envers ces normes souligne sa vision d'un avenir plus durable.

**Intention stratégique** : Depuis 2017, le gouvernement mexicain aligne systématiquement les programmes budgétaires sur les ODD, en favorisant la collaboration entre les ministères de tutelle et le ministère des Finances. Ce processus d'alignement garantit des investissements ciblés dans des programmes qui répondent à des cibles spécifiques des ODD, avec un accent particulier sur les régions marginalisées. L'inclusion d'un critère géospatial améliore l'allocation stratégique des ressources, favorisant ainsi un développement équitable.

**Approche de gestion** : L'approche de gestion met l'accent sur des informations granulaires et des mécanismes de suivi solides au sein du ministère des finances. Malgré les changements de leadership, la continuité de la stratégie met en évidence la résilience des structures de gouvernance, garantissant la cohérence dans la réalisation des objectifs des ODD. La transparence est une priorité et des efforts sont déployés pour améliorer les mécanismes d'établissement de rapports et la responsabilisation.

**Sélection et attribution des programmes** : Des critères rigoureux guident la sélection des programmes, maximisant l'impact dans divers secteurs. L'intégration des dépenses admissibles alignées sur les ODD verts témoigne d'une approche holistique de la durabilité, élargissant la portée des investissements au-delà des programmes sociaux traditionnels. L'utilisation de l'indice d'écart social garantit des interventions ciblées dans les zones marginalisées, favorisant ainsi une croissance inclusive.

**Rapports d'impact** : Le cadre des rapports d'impact souligne les résultats tangibles des investissements dans les obligations ODD, en se concentrant sur la théorie du changement et les indicateurs d'impact attendus. La segmentation des données et le suivi des résultats renforcent la responsabilité, permettant aux parties prenantes de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs des ODD et de prendre des décisions éclairées.

## ACCÉLÉRER LA TRANSITION VERS LA CUISSON PROPRE DANS LES ÉCOLES DE TANZANIE<sup>28</sup>

**Contexte** : La transition des écoles vers des solutions de cuisson propres, abordables et fiables peut améliorer de manière significative la santé des élèves, des enseignants

27 UNDP, 2023. Non-Binding Opinion: Mexico's 2023 SDG Bond Allocation and Impact Report. Available at: <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-11/231122-bono-ods.pdf>

28 <https://www.seforall.org/news/seforall-and-world-food-programme-launch-partnership-to-accelerate-a-clean-cooking-transition>

et des cuisiniers en réduisant l'exposition à la pollution atmosphérique nocive générée par les méthodes traditionnelles de cuisson à la biomasse. Cette initiative, menée par le Programme alimentaire mondial (PAM) et Énergie durable pour tous (SEforALL), vise à soutenir l'objectif du gouvernement tanzanien de fournir des solutions de cuisson propres à 80 % de la population d'ici 2033. L'accent est mis sur les écoles afin de bénéficier directement aux élèves et au personnel et de favoriser une culture de la cuisine propre dans la communauté au sens large.

**Mise en œuvre :** L'initiative sera déployée en deux phases :

- **Preuve de concept :**
  - Objectif : Fournir des solutions de cuisson électrique à 200 écoles primaires avec des programmes d'alimentation sur deux ans, ce qui aura un impact sur plus de 100 000 élèves et réduira les émissions de 100 000 tCO<sub>2</sub>e.
  - Actions : Fournir des appareils de cuisson électriques à haut rendement énergétique à des écoles sélectionnées, développer un modèle financier durable intégrant des subventions, des revenus du carbone et un mécanisme de prêt renouvelable.
  - Calendrier : Deux ans pour la validation du concept, avec un objectif de 200 écoles.
  - Partenariats : Collaborer avec le ministère de l'énergie et l'Observatoire national du carbone. Mobiliser des partenaires et des ressources, avec un financement initial promis par le Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO) du Royaume-Uni pour 60 écoles.
- **Mise à Échelle :**
  - Objectif : Étendre les solutions de cuisson propre à toutes les écoles primaires publiques dotées de programmes d'alimentation et, éventuellement, à d'autres pays d'Afrique subsaharienne.
  - Actions : Débloquer des financements par l'intermédiaire des marchés du carbone et étendre l'initiative sur la base de la réussite de la démonstration de faisabilité.
  - Partenariats : Tirer parti des partenariats avec la Global Electric Cooking Coalition et d'autres parties prenantes pour favoriser l'adoption à l'échelle nationale et régionale.

## Impact :

- **Santé et social :** amélioration de la santé des élèves, des enseignants et des cuisiniers en réduisant l'exposition à la fumée et aux polluants.
- **Environnement :** réduction significative de la déforestation et des émissions de gaz à effet de serre grâce au passage à la cuisson électrique.
- **Économique :** Économies potentielles pour les écoles et les communautés en réduisant la dépendance à l'égard de la biomasse.
- **Genre et jeunesse :** Autonomiser les femmes et les filles en réduisant le temps consacré à la collecte de la biomasse et en leur offrant des opportunités grâce à un programme de stages STEM axé sur la cuisine et l'énergie propres.

## Défis :

- **Durabilité financière :** Veiller à ce que le modèle soit économiquement viable pour tous les types d'écoles.
- **Infrastructures :** Modernisation des cuisines scolaires et garantie d'un approvisionnement fiable en électricité.
- **Sensibilisation et formation :** Renforcer les capacités des cuisiniers, des enseignants et des autorités locales pour qu'ils adoptent et conservent les nouvelles technologies de cuisson.

## Recommandations :

- **Soutien politique :** Renforcer les politiques gouvernementales pour soutenir les initiatives de cuisson propre et fournir des incitations aux écoles.
- **Mécanismes financiers :** Développer des solutions de financement innovantes, y compris des crédits carbone et des microcrédits, pour soutenir la transition.
- **Partenariats :** Favoriser la collaboration entre les organisations internationales, les gouvernements et les communautés locales afin d'améliorer l'impact et l'extensibilité.
- **Suivi et évaluation :** Mettre en œuvre un système solide pour suivre les progrès, recueillir des données et affiner l'approche sur la base du retour d'information et des résultats.
- **Prochaines étapes :** Le retour d'information et la collaboration du gouvernement tanzanien sont essentiels pour affiner et mettre en œuvre avec succès cette initiative.

# IMPLICATIONS POLITIQUES D'UN FINANCEMENT DURABLE POUR LES PROGRAMMES D'ASPL

Compte tenu de la nature multisectorielle des programmes d'ASPL, le financement durable a des implications politiques de grande portée dans divers secteurs. Il est essentiel de souligner qu'en l'absence de politiques chiffrées et d'engagements nationaux, il devient difficile d'obtenir des budgets et des financements adéquats, ce qui entrave la mise en œuvre efficace et la durabilité des initiatives d'ASPL.

Pour relever ce défi et libérer tout le potentiel des programmes d'ASPL, les décideurs politiques doivent adopter une approche holistique qui transcende les cloisonnements traditionnels. En intégrant l'éducation, l'agriculture, la santé, la nutrition, la protection sociale, le développement économique et la durabilité environnementale dans un cadre politique unifié avec des plans et des engagements chiffrés, les gouvernements peuvent favoriser les synergies et maximiser l'impact des initiatives en matière de repas scolaires.

En outre, on ne saurait trop insister sur la nécessité de poursuivre les recherches et d'obtenir des données probantes sur l'alimentation saine et équilibrée en termes de politique. Une recherche solide et des politiques fondées sur des données probantes sont essentielles pour comprendre l'efficacité des interventions en matière de santé et de nutrition, identifier les domaines à améliorer et éclairer les décisions politiques. Un investissement continu dans la recherche et les mécanismes de suivi permettra non seulement de renforcer la base de données probantes, mais aussi de permettre aux décideurs politiques d'adapter et d'affiner les politiques afin de mieux répondre aux besoins changeants des enfants, des familles et des communautés.

Un examen plus approfondi de chaque secteur politique est présenté ci-dessous :

## 1. Politique de l'éducation :

- Un financement durable garantit la disponibilité des ressources pour soutenir l'expansion et la poursuite des programmes d'ASPL, ce qui a un impact direct sur les résultats éducatifs tels que l'augmentation des taux d'inscription, d'assiduité et de rétention. Les politiques devraient donner la priorité aux allocations budgétaires afin de financer durablement les initiatives d'ASPL, en garantissant un accès équitable à tous les enfants, quel que soit leur statut socio-économique.

## 2. Politique agricole :

- Le financement durable des programmes d'ASPL offre la possibilité de soutenir le développement agricole en créant une demande régulière d'aliments d'origine locale. Les politiques peuvent se concentrer sur l'incitation des petits exploitants agricoles à produire des cultures nutritives adaptées aux repas scolaires par le biais de la formation, de l'accès au crédit et des liens avec le marché. En outre, les investissements dans les infrastructures agricoles et la recherche peuvent améliorer la productivité et promouvoir des pratiques agricoles durables.

## 3. Politique de santé et de nutrition :

- Les programmes d'ASPL contribuent à l'amélioration de la santé et de la nutrition des enfants en leur offrant un accès régulier à des repas nutritifs. Les cadres politiques devraient donner la priorité à la qualité nutritionnelle des repas scolaires, en incorporant des lignes directrices pour des régimes équilibrés et l'inclusion d'aliments riches en nutriments disponibles localement. Ces lignes directrices devraient également être élaborées pour les enfants de moins de 5 ans qui fréquentent des crèches ou des espaces communautaires, car c'est à ce moment-là que la croissance et le développement de la santé sont les plus importants. L'intégration de services de santé complémentaires, tels que des examens de santé réguliers, des vermifuges, des campagnes de vaccination et une éducation à l'hygiène dans les programmes d'ASPL, permet de s'attaquer à des déterminants de la santé plus larges et d'améliorer le bien-être général des enfants. En outre, les investissements dans les mécanismes de suivi et d'évaluation sont essentiels pour garantir l'efficacité des interventions d'ASPL dans la lutte contre la malnutrition et la promotion d'habitudes alimentaires saines.

## 4. Politique de protection sociale :

- Le financement durable des programmes d'ASPL soutient les objectifs de protection sociale en ciblant les populations vulnérables, notamment les enfants issus de familles à faible revenu, et en luttant contre l'insécurité alimentaire. Les politiques peuvent intégrer les programmes d'ASPL dans des cadres de protection sociale plus larges, en s'appuyant sur les mécanismes existants tels que les transferts d'argent



ou les bons d'alimentation pour compléter les initiatives d'alimentation à l'école. En outre, des mesures doivent être mises en place pour identifier et soutenir les communautés les plus marginalisées afin d'assurer un accès équitable aux prestations des programmes d'ASPL.

## 5. Politique de développement économique :

- Les programmes d'ASPL contribuent au développement économique en créant des débouchés pour les agriculteurs et les producteurs de denrées alimentaires locaux, en stimulant les économies rurales et en encourageant l'esprit d'entreprise. Les politiques devraient donner la priorité aux stratégies d'approvisionnement local, en aidant les petits producteurs et les entreprises à participer aux chaînes d'approvisionnement des repas scolaires. En outre, les investissements dans la valorisation et la transformation des aliments peuvent améliorer les opportunités économiques tout au long de la chaîne de valeur agricole, en générant des emplois et des revenus.

## 6. Politique environnementale :

- Le financement durable des programmes d'ASPL peut promouvoir la durabilité environnementale en encourageant les pratiques agricoles agroécologiques, en réduisant les kilomètres parcourus par les aliments et en minimisant l'empreinte carbone associée à la production et au transport des aliments. Les politiques devraient intégrer des considérations environnementales dans les lignes directrices relatives à l'approvisionnement des programmes d'ASPL, en encourageant l'achat d'aliments saisonniers et produits localement et en soutenant les initiatives d'agroforesterie pour améliorer la biodiversité et la résilience des écosystèmes.

En résumé, le financement durable des programmes d'ASPL dépasse la simple provision budgétaire ; il incarne un engagement en faveur du développement holistique et de l'investissement dans le capital humain. En alignant les priorités nationales, en encourageant la collaboration entre les différentes parties prenantes et en adoptant des modèles de financement innovants, les décideurs politiques peuvent ouvrir la voie à un changement transformateur, garantissant à chaque enfant l'accès à des repas nutritifs, à une éducation de qualité et à un avenir plus prometteur.



# RECOMMANDATIONS POUR LES DÉCIDEURS POLITIQUES, LES GOUVERNEMENTS ET LES AUTRES PARTIES PRENANTES

Pour améliorer les mécanismes de financement des programmes d'ASPL et tenir compte de la nature multisectorielle de ces programmes, les décideurs politiques, les gouvernements et les parties prenantes peuvent prendre en considération les recommandations suivantes :

## 1. Cadres politiques intégrés :

- Élaborer des cadres politiques intégrés qui reconnaissent et abordent explicitement l'interconnexion de secteurs tels que l'éducation, l'agriculture, la santé, la nutrition, la protection sociale, le développement économique et la durabilité environnementale.
- Veiller à ce que les programmes d'ASPL ne soient pas traités de manière isolée, mais qu'ils soient stratégiquement alignés sur les priorités et les stratégies de développement national plus larges dans ces secteurs.
- Favoriser la collaboration multipartite ou interministérielle pour s'assurer que les politiques sont bien intégrées et mises en œuvre efficacement, en tirant parti des forces et des ressources des différents secteurs.

## 2. Collaboration multipartite :

- Établir et s'engager activement dans des plateformes multipartites telles qu'une communauté de pratique régionale de la CEDEAO dirigée par le CERFAM, qui rassemble des agences gouvernementales, des organisations de la société civile, des entités du secteur privé, des universités et des partenaires internationaux.
- Ces plateformes devraient faciliter le dialogue permanent, le partage des connaissances, la mobilisation des ressources et les processus décisionnels conjoints liés au financement et à la mise en œuvre des programmes d'ASPL.

## 3. Planification et suivi fondés sur des données probantes :

- Investir dans des évaluations globales telles que le programme Healthy SABER, les études d'optimisation des ressources, les évaluations d'impact, les outils d'évaluation des coûts des programmes d'ASPL et d'autres analyses coûts-avantages afin de renforcer la base de données probantes des programmes d'ASPL.

- Élaborer et mettre en œuvre des cadres de suivi et d'évaluation solides avec des indicateurs clairement définis pour suivre les progrès, mesurer les résultats et identifier les domaines à améliorer.

- Intégrer des processus de planification à moyen et à long terme pour garantir la progression graduelle et l'élargissement des initiatives d'ASPL, en reconnaissant que l'obtention d'impacts substantiels nécessite des efforts soutenus et du temps.

## 4. Allocation budgétaire et mobilisation des ressources :

- Donner la priorité aux allocations budgétaires pour l'ASPL dans les budgets nationaux de l'éducation, de l'agriculture, de la santé et de la protection sociale afin de garantir un financement durable pour la mise en œuvre et le suivi du programme.
- Explorer des mécanismes de financement innovants tels que les partenariats public-privé, le financement à court terme par l'intermédiaire des IFI, les obligations à impact social et les plateformes de coordination des donateurs afin de mobiliser des ressources supplémentaires et de diversifier les sources de financement pour les initiatives d'ASPL.
- Élaborer et faciliter des stratégies nationales de financement afin d'identifier les sources de financement potentielles, y compris les recettes, les mécanismes innovants et/ou les contributions des parents, pour combler les déficits de financement.
- S'engager avec les ministères des finances, de la planification, les parlementaires et leurs commissions, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes concernées, à développer des options réalistes qui contribuent à une stratégie de financement durable pour l'ASPL.

## 5. Développement des capacités :

- Investir dans des initiatives de renforcement des capacités afin d'améliorer les compétences et l'expertise des institutions gouvernementales, des autorités locales, des organisations communautaires et d'autres parties prenantes impliquées dans la planification, la mise en œuvre et la supervision des programmes de FHSG.
- Fournir une formation et une assistance technique sur divers aspects de la conception des programmes, de l'approvisionnement, de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, de l'éducation nutritionnelle, de la sécurité alimentaire et de la durabilité environnementale.

- Améliorer la gestion des finances publiques afin d'accroître l'efficacité des dépenses publiques en s'attaquant aux problèmes liés aux paiements, aux décaissements et à l'écart entre les allocations et les dépenses.

## 6. Approvisionnement local et développement du marché :

- Promouvoir et encourager les stratégies d'approvisionnement local qui donnent la priorité à l'approvisionnement en denrées alimentaires auprès des petits exploitants agricoles, des femmes productrices et des entreprises locales.
- Investir dans le développement d'infrastructures de marché, de chaînes de valeur, de normes de qualité et de mécanismes de certification afin de renforcer les systèmes alimentaires locaux et de garantir des chaînes d'approvisionnement fiables pour les programmes d'ASPL.

## 7. Défense de la politique et sensibilisation :

- Rechercher le soutien des chefs d'État, des premières dames et des parlementaires pour faire évoluer la politique, la législation et le financement des programmes d'ASPL au niveau national.
- Plaider pour l'intégration des programmes d'ASPL en tant qu'intervention politique centrale pour atteindre des objectifs plus larges liés à l'éducation, à la nutrition, à la santé, à la réduction de la pauvreté et à la durabilité de l'environnement.
- Mener des campagnes de sensibilisation ciblées, des efforts de diffusion des connaissances et des activités de mobilisation sociale pour susciter la volonté politique, obtenir le soutien du public et catalyser l'action politique en faveur d'un investissement durable dans les initiatives d'ASPL.

En mettant en œuvre ces recommandations, les décideurs politiques, les gouvernements et les parties prenantes peuvent contribuer à l'amélioration des mécanismes de financement des programmes d'ASPL, à l'amélioration de l'efficacité des programmes et au développement holistique des enfants, des communautés et des nations.



# CONCLUSION

Dans la région de la CEDEAO, la voie vers un financement durable des programmes d'ASPL s'entrelace avec les défis et les aspirations uniques de la région. Les IFI sont apparues comme des partenaires clés, capables d'offrir non seulement une assistance financière, mais aussi une expertise technique et un plaidoyer, étant donné que la BID et la BM sont toutes deux partenaires de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire, et qu'elles sont essentielles pour soutenir les initiatives d'ASPL dans le contexte de la CEDEAO. Grâce à des investissements ciblés et à des partenariats stratégiques, les IFI contribuent de manière significative à la réalisation de la vision de la CEDEAO de mettre en place des systèmes éducatifs inclusifs, équitables et durables.

Cependant, la voie vers le financement durable de l'ASPL dans la CEDEAO exige une approche adaptée, qui prend en compte et aborde les priorités interconnectées de la région. Des schémas de financement intégrés, innovants et durables, ainsi que des cadres politiques sont essentiels, reconnaissant explicitement la relation symbiotique entre l'éducation, l'agriculture, la santé et la nutrition. En alignant les programmes d'ASPL sur les objectifs de développement plus larges de la CEDEAO, les décideurs politiques peuvent assurer leur intégration stratégique dans les stratégies de développement régional, en favorisant la cohérence et en maximisant l'impact.

Alors que des plateformes telles que la Communauté de pratique envisagée de la CEDEAO sont des forums inestimables pour le dialogue, l'échange de connaissances et la mobilisation des ressources, il est crucial de reconnaître les limites des conférences traditionnelles à long terme en raison de leur coût et de leur nature à forte

intensité de ressources. Par conséquent, les parties prenantes doivent explorer d'autres voies pour tirer parti de l'élan actuel, de l'engagement et de la collaboration continue, en tirant parti des plateformes numériques, des webinaires et des communautés en ligne pour favoriser un dialogue continu et la participation aux initiatives d'ASPL.

La planification et le suivi fondés sur des données probantes restent impératifs, car ils offrent des perspectives adaptées aux besoins et aux défis spécifiques de la région, ce qui favorise l'amélioration et l'adaptation continues. Les stratégies d'allocation budgétaire et de mobilisation des ressources doivent être adaptées au contexte, pendant que les initiatives de développement des capacités garantissent l'autonomisation des parties prenantes dans la planification et la mise en œuvre de l'ASPL. En outre, des efforts ciblés de plaidoyer politique peuvent rallier le soutien des dirigeants de la CEDEAO pour donner la priorité aux initiatives d'ASPL dans l'agenda régional.

En adoptant ces recommandations spécifiques à la région et en complétant les conférences traditionnelles par des canaux d'engagement numériques durables, les décideurs politiques, les gouvernements et les parties prenantes de la CEDEAO peuvent catalyser un changement transformateur dans les mécanismes de financement de l'ASPL, améliorer l'efficacité du programme et favoriser le développement holistique des enfants, des communautés et de la région dans son ensemble. Cet engagement réaffirme la vision d'un avenir meilleur où chaque enfant de la région de la CEDEAO a accès à des repas nutritifs, à une éducation de qualité et à la possibilité de s'épanouir, faisant ainsi progresser la prospérité et le bien-être collectifs.

# BIBLIOGRAPHIE

1. The Changing Wealth of Nations 2018: Building a Sustainable Future World Bank.
2. School Meals Programmes and the Education Crisis: A Financial landscape Analysis. Education Commission, Sustainable Financing Initiative, & Research Consortium for school health and nutrition. (n.d.). <https://educationcommission.org/wp-content/uploads/2022>.
3. The State of School Feeding Worldwide 2022 | World Food Programme. (2023, March 21). <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2022>
4. State of School Feeding Worldwide 2020 | World Food Programme. (2021, February 24). <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2020>
5. Empowering the future: ECOWAS homegrown school feeding for human capital development and economic growth. (2023, October 23). ReliefWeb. Retrieved March 24, 2024, from <https://reliefweb.int/report/benin/empowering-future-ecowas-homegrown-school-feeding-human-capital-development-and-economic-growth>
6. Islamic Development Bank. (2023, October 25). <https://www.isdb.org/>
7. African Development Bank Group. (n.d.). African Development Bank Group. <https://www.afdb.org/en>
8. World Bank Group - International Development, Poverty, & Sustainability. (n.d.). World Bank. <https://www.worldbank.org/en/home>
9. African Development Bank Group. (n.d.). African Development Bank Group. <https://www.afdb.org/en>



**Programme  
Alimentaire  
Mondial**



**School  
Meals  
Coalition**  
Nutrition, Health and  
Education for Every Child



**Sustainable  
Financing  
Initiative**  
for School Health and  
Nutrition

**the  
Education  
Commission**